

OUGANDA : FICHE PAYS – NOVEMBRE 2025

Catégorie OCDE (2025) : 6/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch): B-/B3/B

Monnaie locale : Shilling Ougandais (UGX) / **Régime de change :** flottant

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -

FORCES

- Développement du secteur de l'énergie
- Soutien financier des bailleurs de fonds
- Risque de surendettement modéré
- Ressources naturelles (énergie, métaux)

FAIBLESSES

- Economie dépendante du cours des matières premières (or et café);
- Déficits jumeaux importants ;
- Faible niveau d'infrastructures
- Tensions régionales

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

ENVIRONNEMENT MACROÉCONOMIQUE ET FINANCIER :

- **Vulnérabilité de la croissance :** la croissance est prévue à +6,4% en 2025 (après +6,3% en 2024), soutenue par les investissements dans le secteur extractif (pétrole), la poursuite des investissements publics en infrastructure, ainsi que l'amélioration de la production agricole. Pour 2026, l'activité devrait accélérer, prévue autour de +7,6%, stimulée par le démarrage de la production pétrolière qui demeure cependant conditionné à l'achèvement de l'oléoduc d'Afrique de l'Est (EACOP). Sur le front externe, les exportations pourraient encore bénéficier des prix soutenus de l'or et du café dans une moindre mesure, ainsi que de la hausse progressive des exportations pétrolières. Le pays n'est cependant pas à l'abri des conditions météorologiques défavorables pouvant perturber la production agricole et les moyens de subsistance ruraux.
- **Vulnérabilité des comptes publics :** Le déficit budgétaire s'est creusé à -6,1% du PIB pour l'exercice budgétaire 2025 (juillet 2024 à juin 2025), après -4,7% du PIB lors de l'exercice 2024, tiré par la hausse des dépenses (investissements, sécurité, intérêts de la dette) qui a contraint à l'adoption de 2 budgets supplémentaires. Il devrait encore augmenter en 2026, prévu autour de -6,5% du PIB. Dans ce contexte, le ratio dette/PIB progresse (prévu à 52,4% en 2025), soit au-dessus du plafond de la dette publique fixé à 50% du PIB. Le recours croissant à la dette sur le marché local, à des taux plus élevés, contribue par ailleurs à la hausse du service de la dette domestique (21% des recettes budgétaires de l'exercice 2025). Le démarrage de la production pétrolière serait favorable aux recettes fiscales et d'exportations, et permettrait une baisse progressive de la dette à moyen terme.
- **Vulnérabilité extérieure :** Le déficit courant est en diminution, prévu à -5% du PIB en 2025 (après -7,5% du PIB en 2024). Avec un horizon de début de production de pétrole vers la mi-2026 et l'achèvement des grands travaux en cours, le solde courant devrait encore s'améliorer. Alors que le soutien financier des organismes multilatéraux a eu tendance à se réduire, en raison de la loi « anti-LGBT+ » adoptée par le gouvernement en 2023, la Banque Mondiale a annoncé un prêt de 2 Md\$ au pays. Les négociations avec le FMI se poursuivent par ailleurs. Le shilling ougandais a eu tendance à s'apprécier depuis la fin du T1 2024, favorisé par la hausse des recettes d'exportations, le maintien d'une politique monétaire restrictive, ainsi que la faiblesse de l'USD au niveau mondial sur la période plus récente.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire :** Le secteur bancaire est solide et bien capitalisé. L'exposition des banques au souverain reste importante (environ 30% du total des actifs du secteur), mais ne constituerait pas une source d'inquiétude à ce stade.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : Au pouvoir depuis 1986, le président Yoweri Museveni est candidat aux élections présidentielles prévues en janvier 2026. Une hausse de l'instabilité politique et sociale n'est pas à écarter en période électorale. La pauvreté demeure élevée (26,4% de la population) mais tend à diminuer, favorisée par la mise en place des politiques sociales (éducation, santé).
- **Climat des affaires** : Les contraintes structurelles (faible niveau d'infrastructure, accès au crédit faible et coûteux, perception de la corruption élevée) pénalisent le climat des affaires.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique :** L'Ouganda est vulnérable face au changement climatique en raison de la forte place de l'agriculture dans l'économie (le quart du PIB et 75% de l'emploi). La production d'électricité, dominée par l'hydroélectricité à ce stade, est susceptible d'évoluer vers une production plus carbonée tirée par la hausse de la demande et la production du pétrole.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

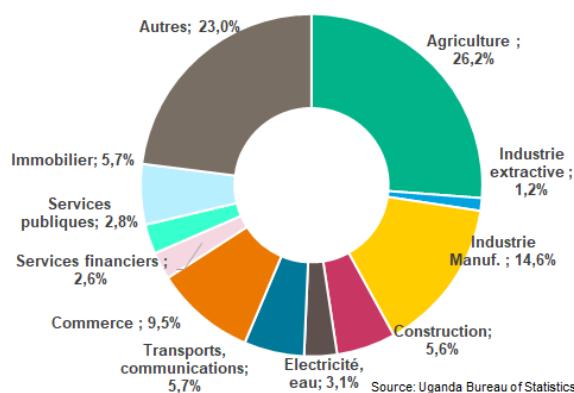
Principaux produits échangés		Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2020-2024 (% du total)		Part moyenne des échanges de marchandises 2020-2024 (% du total)		Part moyenne des échanges de marchandises 2020-2024 (% du total)	
Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations
Or	29,5%	Combustibles	16,1%	Emirats arabes unis	25,3%
Café, thé	20,0%	Or	15,3%	Kenya	12,1%
Combustibles, électricité	3,1%	Machines, appareils méc.	7,5%	Soudan du Sud	10,5%
Poissons et crustacés	2,8%	Fonte, fer et acier	7,0%	RDC	7,8%
Cacao	2,7%	Véhicules, voitures	5,3%	France (33ème)	0,3%
				France (30ème)	0,5%

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

UGANDA	2021	2022	2023	2024	2025(p)	2026 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	43	47	52	56	65	72
<i>Rang PIB mondial</i>	95	93	90	89	89	88
Population (Mns)	42,5	43,8	45,2	46,6	48,0	49,7
<i>Rang Population mondiale</i>	35	34	34	34	34	32
PIB / habitant (USD)	1 008	1 079	1 150	1 206	1 353	1 458
Croissance PIB (%)	5,5	6,2	4,9	6,3	6,4	7,6
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,2	7,2	5,4	3,3	3,8	4,3
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	19,1	26,9	19,1	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	50,3	50,5	50,7	50,6	52,4	53,0
Solde public (% PIB) ^D	-8,9	-7,4	-5,5	-4,7	-6,1	-6,5
Charge de la dette publique (% recettes budg.)**	17,9	19,5	20,8	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-8,4%	-8,6%	-7,6%	-7,5%	-5,0%	-3,7%
IDE (% du PIB)***	3,8%	6,2%	5,8%	5,9%	5,7%	5,1%
Réserves (en mois d'importation B&S)*	4,5	3,5	3,0	2,4	2,3	2,6
Dette extérieure totale (% PIB) ^E	45,6	39,8	39,1	37,8	34,9	33,4
Dette extérieure CT (% PIB)*	8,3%	13,3%	13,1%	NA	NA	NA
Taux de change***	3727	3728	3729	3765	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	22,2	23,7	22,8	24,0	NA	NA
Taux de NPL	5,3	5,3	5,3	5,3	NA	NA
ROE	14,3	15,6	15,5	15,2	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)	157	160	161	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	148	148	149	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	170	172	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions Sources : FMI (WEO Octobre 2025); *Banque Mondiale; **Oxford Economics, ***T. Reuters a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch; d: Ministère des Finances, données en année fiscale (1er juillet de l'année N au 30 juin de l'année N+1), e: Données Fitch (sept. 2025)

Ouganda : Ventilation sectorielle du PIB (en %, FY 2024-2025)





1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Une économie dépendante du secteur agricole et au potentiel pétrolier important**

Le secteur agricole représente 26% du PIB, emploie près des trois quarts de la population et constitue une source importante de revenus pour les personnes n'ayant pas eu d'accès au système éducatif. **Le poids de l'industrie extractive dans le PIB du pays devrait progresser grâce au développement d'importants projets pétroliers.** L'Uganda détiendrait en effet 6,5 Md de barils de réserves prouvées de pétrole, dont 1,5 Md exploitables techniquement et économiquement. Des travaux d'exploitation sont menés par les entreprises Total Energies et China Offshore Oil Corporation dans la région du Lac d'Albert. **Le début de la production a été repoussée au S2 2026** (T4 2025 précédemment)¹ en raison de retards de construction de l'oléoduc d'Afrique de l'Est (EACOP) qui traversera la Tanzanie². Une raffinerie est également prévue et devrait fonctionner 2 ou 3 ans plus tard.

L'industrie manufacturière est axée principalement autour de la transformation des produits agricoles (thé, sucre, café, produits laitiers, coton...). **Le manque de main d'œuvre qualifiée et les infrastructures défaillantes pèsent sur le développement d'une industrie à plus forte valeur ajoutée.** Le secteur des services s'articule autour des activités du tourisme, des télécommunications, du commerce et de la réparation.

- **Hausse progressive de la croissance**

La croissance est prévue autour de +6,4% en 2025 (après +6,3% en 2024), **portée par le développement du secteur pétrolier en particulier.** L'amélioration de la production agricole, le dynamisme des exportations (or, café), ainsi que la poursuite des investissements en infrastructures soutiennent également l'activité.

En 2026, l'activité devrait accélérer (+7,6% selon le FMI³), soutenue par le démarrage de la production pétrolière (cf. supra). **Les investissements publics resteraient dynamiques** dans les infrastructures pétrolières, corridors commerciaux, logistique, en partenariat avec le secteur privé compte tenu des contraintes budgétaires.

Sur le front externe, les exportations pourraient encore bénéficier des prix soutenus, de l'or en particulier (1^{er} produit d'exportation) et du café dans une moindre mesure, ainsi que du dynamisme de l'activité touristique. **La hausse progressive des exportations de pétrole soutiendra également les exportations.**

Malgré ces perspectives positives, le pays est vulnérable aux **aléas météorologiques**, menaçant les cultures vivrières et plus généralement la production agricole.

- **La politique monétaire resterait stable**

L'inflation reste contenue, autour de 3,7% en moyenne sur les 9 premiers mois de 2025, mais en légère hausse par rapport à la même période l'an passé (3,4%). Le maintien de la politique monétaire restrictive, l'appréciation du taux de change, ainsi que la modération des prix alimentaires et du carburant ont freiné l'inflation. Selon les prévisions de la banque centrale, **l'inflation resterait sous sa cible, fixée à 5%**, bien que des pressions haussières puissent apparaître d'ici la fin de l'année (hausse des prix alimentaires en particulier).

Dans ce contexte, **la banque centrale devrait maintenir une politique monétaire prudente**, conservant son taux directeur inchangé à 9,75% (depuis octobre 2024). Un assouplissement monétaire ne devrait pas être envisagé avant 2026.

- **Un secteur bancaire rentable et bien capitalisé**

Le secteur bancaire est dominé par des filiales des banques étrangères, principalement d'Afrique du Sud, du Kenya, d'Inde et du Nigéria.

Les efforts constants déployés par la Banque d'Ouganda (BoU) pour renforcer la réglementation et la supervision des banques contribuent à la **bonne performance globale du secteur**.

La capitalisation des banques est satisfaisante, avec un ratio de fonds propres / actifs pondérés à 25,7% en juin 2025 (contre 22,2% en 2021) et serait le plus élevé parmi les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE). **La rentabilité des actifs (ROA) s'est améliorée à 3,3%** (2,9% un an auparavant). **Le taux de créances douteuses (NPL) a par ailleurs diminué à 3,7% du portefeuille des prêts fin juin 2025** (4,1% en mars 2025). **L'exposition du secteur bancaire au risque souverain reste élevée**, bien qu'en baisse, à 29,8% du total des actifs bancaires en juin 2025 (après 31,2% en mars 2025), **mais ne constitue pas une source d'inquiétude à ce stade, selon le FMI⁴.**

A noter par ailleurs des progrès importants en matière d'inclusion financière depuis la mise en place de la première **stratégie** nationale d'inclusion financière lancée en 2017. L'accès aux services financiers formels toucherait désormais plus de 68% de la population.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Une politique budgétaire expansionniste**

Le déficit budgétaire devrait se creuser à -6,1% du PIB pour l'exercice budgétaire 2025 (juillet 2024 à juin 2025), soit un niveau supérieur à l'objectif de -5,7% du PIB (après -4,7% lors de l'exercice 2024). Ce dérapage est lié à l'adoption de deux budgets supplémentaires en **janvier**, puis en **mai** notamment pour des dépenses de

¹ Le financement de ce projet a subi des retards en raison de préoccupations environnementales et sociales, repoussant la livraison à juin 2025. La première tranche de financement a été obtenue en mars/avril 2025, et deux autres tranches seraient en cours d'obtention.

² Ce pipeline était achevé à 60% fin mai 2025 et ses promoteurs visent à achever d'ici fin 2025 un tronçon important de 75 km reliant la rivière Waiga, près du lac Albert, au parc industriel de Kabalega, à Hoima, dans la région de l'Ouest de l'Ouganda. (Source : IEU)

³ Weo, octobre 2025.

⁴ Le FMI estime cependant que le risque mérite d'être surveillé.



sécurité, paiements d'intérêts de la dette et des projets d'investissements.

Le déficit se creuserait de nouveau lors de l'exercice budgétaire 2026, à -6,5% du PIB, malgré la hausse prévue des recettes (+23,4%). Le gouvernement prévoit en effet d'élargir l'assiette fiscale de rationaliser les exonérations fiscales et autres réformes qui favoriseraient la mobilisation des recettes. Mais **les dépenses d'investissements resteraient soutenues** en lien avec la politique du gouvernement qui vise à développer l'industrie pétrolière du pays tout en investissant dans les infrastructures (transports, énergies). Les dépenses courantes devraient par ailleurs progresser (sécurité, protection sociale en particulier) à l'approche des élections présidentielles (janvier 2026).

Compte tenu du recours fréquent à des budgets supplémentaires, une révision à la hausse du déficit prévu pour 2026 n'est pas à écarter.

- **Une dette publique en hausse**

Le ratio de dette / PIB est prévue 52,4% sur l'exercice budgétaire 2025 (terminé en juin 2025), tiré par le creusement du déficit public et resterait supérieur au plafond de la dette, fixé à 50% du PIB en 2026.

La part de la dette publique externe a eu tendance à diminuer et **représenterait désormais un peu moins de 50% du total** (environ 60% en 2023), en lien avec la diminution des prêts concessionnels, consécutive à la promulgation d'une loi anti-homosexualité en 2023.

La structure de la dette est moins favorable en raison des options de financement plus limitées. La maturité moyenne des échéances du portefeuille de dette externe est passée de 10,7 ans à fin 2023 à 9,8 ans fin 2024, alors que la maturité moyenne de la dette interne est restée stable à environ 7 ans. A noter toutefois que la hausse des émissions de titres sur le marché domestique, à des taux plus élevés, contribue à l'augmentation du service de dette.

Les charges d'intérêts de la dette domestique ont en effet bondi à 21% des recettes budgétaires de l'exercice 2025 (contre 17% lors de l'exercice précédent). Pour 2026, elles devraient atteindre 30% du total des recettes (y compris les intérêts de la dette externe).

Selon les projections du FMI, **la trajectoire de la dette publique serait descendante à moyen-long terme, prévue autour de 21% du PIB à l'horizon 2033-2034.** Cette trajectoire baissière serait **favorisée par le démarrage de la production pétrolière** prévu dès le S2 2026 qui augmenterait progressivement les recettes fiscales et d'exportation du pays.

A ce stade, **le risque de surendettement et sur la dette publique dans son ensemble est jugé modéré selon l'analyse du FMI.**

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Un déficit courant en amélioration**

Les exportations ougandaises sont dominées par les matières premières, pas ou peu transformées. L'or est le premier produit d'exportation du pays (42% du total exporté en 2024) à destination quasi exclusivement des Emirats Arabes Unis (75% en 2024) et bénéficie actuellement des prix élevés. **Les exportations de café (19% du total exporté) sont destinées majoritairement à l'Europe** (40% destination de l'Italie et de l'Allemagne en 2024). Le pays exporte aussi du cacao, du sucre, des légumes, des fleurs et des filets de poissons.

Le déficit courant devrait diminuer (-5% du PIB prévu en 2025 après -7,5% du PIB en 2024). Les prix favorables de l'or et du café permettent de contrebalancer en partie le dynamisme des importations de biens d'équipement et de services techniques nécessaires au développement des projets énergétiques. Avec l'achèvement des grands travaux en cours, **le solde courant du pays devrait encore s'améliorer** (prévu autour de -3,7% du PIB en 2026).

- **Appréciation du shilling**

Evolution de la parité du shilling ougandais Vs. USD



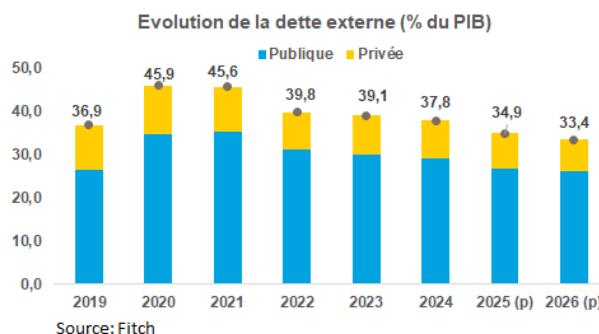
Après avoir atteint un point bas au T1 2024 (Cf. graphique ci-dessus), alimenté par la hausse de l'inflation et du déficit commercial, **le shilling ougandais n'a cessé de se réapprecier** (+12% en octobre 2025 par rapport à mars 2024).

La hausse des entrées de devises (USD) tirée par les exportations de café et de l'or, **le maintien d'une politique monétaire restrictive, ainsi que la faiblesse du USD au niveau mondial sur la période plus récente, ont favorisé l'appréciation de la devise.** L'annonce de nouveaux financements concessionnels de la Banque mondiale (après leur suspension en 2023), **le maintien de la politique monétaire actuelle, ainsi que la diminution prévue du déficit courant soutiendraient l'appréciation du shilling.**

Les réserves de change sont par ailleurs en augmentation, estimées à 4,3 Md\$ à la fin du S1 2025 (après 3,3 Md\$ fin 2024). Elles devraient néanmoins se réduire, prévues autour de 3,6 Md\$ en fin d'année 2025 (2,2 mois d'importations) en raison des décaissements prévus pour le règlement du service de la dette externe.



- **Un endettement externe modéré**



La dette externe du pays est estimée à 22 Md\$ en 2025, soit près de 35% du PIB, dont 77% pour la part publique. La structure de la dette demeure favorable puisque près de 75 % serait contractée à des conditions concessionnelles (créanciers multilatéraux) ou semi-concessionnelles (auprès de la Chine en particulier).

La part des crédits concessionnels a eu cependant tendance à diminuer suite de la loi anti-LGBT+ adoptée par le gouvernement, qui a provoqué la suspension des nouveaux prêts de la Banque mondiale depuis août 2023. **Cette tendance pourrait cependant s'inverser avec l'annonce d'un prêt de la Banque Mondiale de 2 Md\$ en octobre 2025 et des négociations en cours pour un nouvel accord avec le FMI**, dont le montant et le calendrier reste incertain.

Dans ce contexte, le poids de la dette commerciale, détenue par les créanciers privés, **a progressé**, passé de 9,5 % en juin 2022 à 18,7 % en mars 2025.

Comme pour la dette interne, le coût du service de la dette externe a augmenté, prévu autour de 1,5 Md en 2025 (après environ 1,3 Md\$ en 2024 et 1 Md\$ en 2023). Les réserves de change, estimées à 4,3 Md\$ au S1 2025 semblent suffisantes pour couvrir le remboursement de la dette.

4. ASPECTS POLITIQUES

- **Le président Museveni devrait se représenter aux élections de janvier 2026**

Au pouvoir depuis 1986, le président Yoweri Museveni (80 ans) a annoncé son intention de briguer un nouveau mandat lors des élections présidentielles prévues en janvier 2026⁵. Comme lors des élections de 2021, le principal rival de Museveni devrait être Bobi Wine. Malgré un mécontentement de plus en plus prégnant vis-à-vis du gouvernement, en particulier dans les zones urbaines, en témoigne les violences entre les partisans de l'opposition et les forces sécurité lors du scrutin présidentiel de 2021, le président semble disposer d'une base solide de soutien populaire dans les zones rurales (et de l'armée). **Une hausse de**

⁵ En 2017, une extension de la limite d'âge pour se porter candidat aux présidentielles avait été adopté permettant ainsi au président Museveni de se représenter lors du dernier scrutin de 2021.

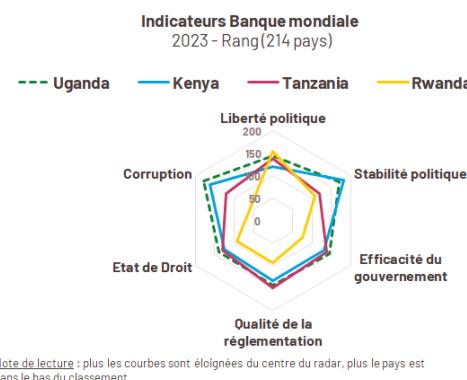
⁶ A noter par ailleurs que le fils du président, le général Muhoozi Kainerugaba, est pressenti par des observateurs pour prendre la succession de son père lors de élections de 2030.

l'instabilité politique et sociale n'est pas à écarter à l'approche des élections⁶.

Sur le plan social, le taux de pauvreté reste élevé mais a diminué ces dernières années (26,4% au cours de l'exercice 2023/24 contre 30,1 % en 2019/20). Des disparités persistent cependant entre la population urbaine et celle des zones rurales où le taux de pauvreté dépasse encore 30%. **Le gouvernement s'efforce de mettre en œuvre des politiques pour stimuler les dépenses d'éducation et de santé, assurer un meilleur accès à l'eau et à l'électricité, pour tenter d'améliorer les conditions de vie de la population**. En 2022, le gouvernement a par ailleurs lancé son programme « *Parish Development Model* » qui vise à accroître la création de richesse et les revenus des ménages⁷, à améliorer les moyens de subsistance et promouvoir l'inclusion financière.

- **Un climat des affaires encore difficile**

Le potentiel de croissance du secteur privé est considérable étant donné que **l'activité privée reste encore sous développée**. La plupart des entreprises opèrent par ailleurs de manière informelle. **Les contraintes structurelles** (faiblesse des infrastructures, accès au crédit encore coûteux, perception de la corruption élevée), **pèsent sur le climat des affaires**.



Les indicateurs en matière de gouvernance restent par ailleurs globalement moins bons que ceux des pays voisins. Le pays est moins bien noté en matière de corruption à la 140^e place sur 180 pays (soit 39^e sur 54 pays en Afrique), selon le classement 2024 de Transparency international.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

L'Ouganda est très vulnérable face au changement climatique en raison de la forte place de l'agriculture dans l'économie (26% du PIB et 75% de l'emploi environ) et d'un niveau encore élevé de pauvreté. **Les phénomènes météorologiques extrêmes** (inondations et sécheresses) **sont de plus en plus fréquents**, rendant les récoltes agricoles très variables. Ils peuvent entraîner des pénuries alimentaires, des pressions

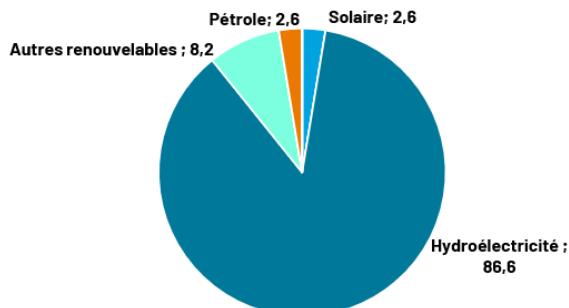
⁷ Le gouvernement vise notamment à donner la priorité aux produits de base clés comme le café, le thé et les huiles afin de créer des opportunités de création de richesses dans les zones couvertes par le programme. Ce programme s'articule autour de sept piliers clés : la production, la transformation et la commercialisation, les infrastructures et les services économiques, l'inclusion financière, les services sociaux et les données communautaires.

inflationnistes et des dégradations du revenu des ménages.

Le pays est **signataire des accords de Paris** et les autorités locales se sont fixé un **objectif ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) de 25 %** par rapport aux niveaux habituels **d'ici 2030**. Pour y parvenir, un Plan national d'adaptation (PNA) visant à renforcer la planification, la gouvernance et la coordination de l'adaptation a été adopté. Il comprend notamment la restauration des zones humides dégradées, la plantation de diverses espèces d'arbres et la construction d'infrastructures résilientes au changement climatique dans les domaines des transports, de l'énergie et de l'agriculture.

L'engagement dans un modèle économique tourné autour de la production gazière, bien que source de bénéfices économiques à court-moyen terme, pose question sur la soutenabilité de ce modèle à long terme. La production d'électricité, dominée par l'hydroélectricité à ce stade, est susceptible d'évoluer vers une production plus carbonée tirée par la hausse de la demande et de la production de gaz/pétrole.

Uganda : production d'électricité par sources, en % (2022=5,75 TWh)



Source : Global and European Electricity review (Ember 2025)



DIRECTION DES ÉTUDES, DE L'ÉVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillerier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillerier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>Macroéconomie France, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.

